

ASSEMBLEE GENERALE LES GENERALISTES-CSMF

SAMEDI 16 MARS 2024

RAPPORT MORAL DU Dr DUQUESNEL, PRESIDENT

Quelle année que cette année 2023 !

Une année où tant la vie conventionnelle que la vie syndicale laisseront une grande amertume à beaucoup d'entre nous, mais aussi une année où la vie au sein de notre maison confédérale nous a permis de retrouver une sérénité qui nous avait quitté depuis de nombreuses années et nous ouvrant maintenant les perspectives d'un syndicat florissant pour les années à venir.

La vie conventionnelle

Fin février 2023 nous avons décidé majoritairement de ne pas signer le texte conventionnel proposé par la CNAM après des mois d'âpres négociations. Cette convention apportait pourtant, sans contraintes supplémentaires, des revalorisations importantes voire très importantes pour 60 à 70 % d'entre nous. Mais nous avons refusé de laisser 30 à 40 % des médecins généralistes sur le bord de la route, surtout des jeunes médecins, qui risquaient alors d'abandonner le métier de médecin traitant libéral. Ne regrettons pas aujourd'hui cette noble décision de ne pas franchir une ligne rouge qui aurait fracturé la représentation générationnelle de la médecine générale libérale.

La vie syndicale professionnelle

Pour permettre à l'ensemble des médecins libéraux de bénéficier des avancées de cette convention et donc augmenter l'enveloppe qui y était dédiée, il aurait fallu non seulement une unité de la représentation syndicale, ce qui a parfois été le cas au moins dans les apparences, mais aussi et surtout un projet commun sur les objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir. Or,

cela n'a jamais été le cas. Qui a pu croire un instant que la consultation à 50 € permettrait d'améliorer l'accès aux soins ? Pas le gouvernement, pas la CSMF, pas les médecins généralistes non plus dans leur immense majorité. Pas la population non plus car, si elle estime nécessaire de revaloriser les consultations des médecins généralistes, le doublement de son tarif nous a fait perdre tout crédit à ses yeux alors que le salaire moyen d'un fonctionnaire est de 2 500 € net/mois et que 14 % de la population française vit sous le seuil de pauvreté. Tout ceci explique le semi-échec de la manifestation nationale du 14 février 2023 et de celui de la fermeture de nos cabinets médicaux à partir du 13 octobre 2023, car la grande diversité des revendications des syndicats médicaux nous a fait perdre une partie de notre crédibilité auprès des médecins que nous représentons. Le populisme ne peut séduire qu'une petite minorité de médecins mais contribue à discréditer l'ensemble de la représentation professionnelle. Il en est de même en politique.

Le contexte politique et économique de la France

Malheureusement ou heureusement, l'état de notre système de santé n'est pas la seule préoccupation du Chef de l'Etat et donc de son gouvernement (six Ministres de la Santé en moins de 7 ans !). Pour autant, on ne peut que regretter qu'il ne soit en rien sa priorité en termes de qualité des soins. Pour lui, la financiarisation de notre système de santé, plateforme de téléconsultations et centres de soins non programmés, sont les meilleurs moyens d'améliorer l'accès aux soins même si cela se fait au détriment de leur qualité.

La priorité des priorités du Chef de l'Etat et de son Ministre des Finances est la note accordée à la France par les agences de notation financière qui risquent de dégrader notre note du fait d'un déficit budgétaire qui s'aggrave.

C'est donc dans cet environnement très défavorable que nous avons décidé au mois de novembre 2023 de tenter à nouveau de négocier une nouvelle convention médicale car ne pouvant nous résoudre au seul règlement arbitral pendant 5 ans.

L'objectif prioritaire et partagé, y compris par la CNAM, à l'ouverture de ces négociations est de créer un choc d'attractivité pour le métier de médecin de famille.

Les conséquences d'un éventuel nouvel échec sont aussi partagées par tous. Ce sera la fin de la vie conventionnelle et les décisions nous concernant se prendront alors au parlement ainsi que par des décrets et des arrêtés ministériels.

Un nouvel échec amènera aussi à la fin progressive du médecin traitant comme pivot du parcours de soins des français puisque de plus en plus de Français devront s'en passer.

Les enjeux de cette négociation sont donc majeurs et le contexte n'a jamais été aussi défavorable.

Et la CSMF dans tout cela ?

La CSMF va bien ; elle va même très bien. Elle renaît de ses cendres.

L'équilibre budgétaire est presque atteint.

Malgré une restriction drastique de ses effectifs, le nombre d'adhérents ne baisse plus, il augmente. Merci à toi Laurence pour l'énorme travail que tu réalises pour parvenir à ces résultats.

La CSMF devient un syndicat de service pour les médecins libéraux qui n'auront plus à nous poser la question : « Cela sert à quoi un syndicat ? ».

Tout cela sous la houlette d'une Directrice, Sylvie Aubry, qui améliore l'existant, qui crée, qui entraîne toute l'équipe de la CSMF derrière elle dans une dynamique qui impressionne.

Dans un tel mouvement, Franck Bruno et moi travaillons ensemble toutes les semaines, dans une harmonie que je n'avais jamais connue depuis 2014.

L'écoute que la CSMF a auprès des partenaires institutionnels n'avait pas été aussi importante depuis longtemps.

Le succès et la grande qualité de l'Université d'Arcachon l'a démontré. Il en sera de même lors du séminaire que nous organisons les 5 et 6 avril et lors de la prochaine Université d'été à Saint-Malo pour son 30^{ème} anniversaire.

Merci à vous toutes et à vous tous pour le travail que vous faites et c'est aussi grâce à vous que le nombre d'adhérents augmente.

Ne vous laissez pas atteindre par un certain populisme ambiant qui reste très minoritaire et soyez fiers d'être à la CSMF.

Merci à vous

Luc DUQUESNEL

ASSEMBLEE GENERALE LES GENERALISTES-CSMF

SAMEDI 16 MARS 2024

RAPPORT MORAL DU Dr DUQUESNEL, PRESIDENT

Quelle année que cette année 2023 !

Une année où tant la vie conventionnelle que la vie syndicale laisseront une grande amertume à beaucoup d'entre nous, mais aussi une année où la vie au sein de notre maison confédérale nous a permis de retrouver une sérénité qui nous avait quitté depuis de nombreuses années et nous ouvrant maintenant les perspectives d'un syndicat florissant pour les années à venir.

La vie conventionnelle

Fin février 2023 nous avons décidé majoritairement de ne pas signer le texte conventionnel proposé par la CNAM après des mois d'âpres négociations. Cette convention apportait pourtant, sans contraintes supplémentaires, des revalorisations importantes voire très importantes pour 60 à 70 % d'entre nous. Mais nous avons refusé de laisser 30 à 40 % des médecins généralistes sur le bord de la route, surtout des jeunes médecins, qui risquaient alors d'abandonner le métier de médecin traitant libéral. Ne regrettons pas aujourd'hui cette noble décision de ne pas franchir une ligne rouge qui aurait fracturé la représentation générationnelle de la médecine générale libérale.

La vie syndicale professionnelle

Pour permettre à l'ensemble des médecins libéraux de bénéficier des avancées de cette convention et donc augmenter l'enveloppe qui y était dédiée, il aurait fallu non seulement une unité de la représentation syndicale, ce qui a parfois été le cas au moins dans les apparences, mais aussi et surtout un projet commun sur les objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir. Or,

cela n'a jamais été le cas. Qui a pu croire un instant que la consultation à 50 € permettrait d'améliorer l'accès aux soins ? Pas le gouvernement, pas la CSMF, pas les médecins généralistes non plus dans leur immense majorité. Pas la population non plus car, si elle estime nécessaire de revaloriser les consultations des médecins généralistes, le doublement de son tarif nous a fait perdre tout crédit à ses yeux alors que le salaire moyen d'un fonctionnaire est de 2 500 € net/mois et que 14 % de la population française vit sous le seuil de pauvreté. Tout ceci explique le semi-échec de la manifestation nationale du 14 février 2023 et de celui de la fermeture de nos cabinets médicaux à partir du 13 octobre 2023, car la grande diversité des revendications des syndicats médicaux nous a fait perdre une partie de notre crédibilité auprès des médecins que nous représentons. Le populisme ne peut séduire qu'une petite minorité de médecins mais contribue à discréditer l'ensemble de la représentation professionnelle. Il en est de même en politique.

Le contexte politique et économique de la France

Malheureusement ou heureusement, l'état de notre système de santé n'est pas la seule préoccupation du Chef de l'Etat et donc de son gouvernement (six Ministres de la Santé en moins de 7 ans !). Pour autant, on ne peut que regretter qu'il ne soit en rien sa priorité en termes de qualité des soins. Pour lui, la financiarisation de notre système de santé, plateforme de téléconsultations et centres de soins non programmés, sont les meilleurs moyens d'améliorer l'accès aux soins même si cela se fait au détriment de leur qualité.

La priorité des priorités du Chef de l'Etat et de son Ministre des Finances est la note accordée à la France par les agences de notation financière qui risquent de dégrader notre note du fait d'un déficit budgétaire qui s'aggrave.

C'est donc dans cet environnement très défavorable que nous avons décidé au mois de novembre 2023 de tenter à nouveau de négocier une nouvelle convention médicale car ne pouvant nous résoudre au seul règlement arbitral pendant 5 ans.

L'objectif prioritaire et partagé, y compris par la CNAM, à l'ouverture de ces négociations est de créer un choc d'attractivité pour le métier de médecin de famille.

Les conséquences d'un éventuel nouvel échec sont aussi partagées par tous. Ce sera la fin de la vie conventionnelle et les décisions nous concernant se prendront alors au parlement ainsi que par des décrets et des arrêtés ministériels.

Un nouvel échec amènera aussi à la fin progressive du médecin traitant comme pivot du parcours de soins des français puisque de plus en plus de Français devront s'en passer.

Les enjeux de cette négociation sont donc majeurs et le contexte n'a jamais été aussi défavorable.

Et la CSMF dans tout cela ?

La CSMF va bien ; elle va même très bien. Elle renaît de ses cendres.

L'équilibre budgétaire est presque atteint.

Malgré une restriction drastique de ses effectifs, le nombre d'adhérents ne baisse plus, il augmente. Merci à toi Laurence pour l'énorme travail que tu réalises pour parvenir à ces résultats.

La CSMF devient un syndicat de service pour les médecins libéraux qui n'auront plus à nous poser la question : « Cela sert à quoi un syndicat ? ».

Tout cela sous la houlette d'une Directrice, Sylvie Aubry, qui améliore l'existant, qui crée, qui entraîne toute l'équipe de la CSMF derrière elle dans une dynamique qui impressionne.

Dans un tel mouvement, Franck Bruno et moi travaillons ensemble toutes les semaines, dans une harmonie que je n'avais jamais connue depuis 2014.

L'écoute que la CSMF a auprès des partenaires institutionnels n'avait pas été aussi importante depuis longtemps.

Le succès et la grande qualité de l'Université d'Arcachon l'a démontré. Il en sera de même lors du séminaire que nous organisons les 5 et 6 avril et lors de la prochaine Université d'été à Saint-Malo pour son 30^{ème} anniversaire.

Merci à vous toutes et à vous tous pour le travail que vous faites et c'est aussi grâce à vous que le nombre d'adhérents augmente.

Ne vous laissez pas atteindre par un certain populisme ambiant qui reste très minoritaire et soyez fiers d'être à la CSMF.

Merci à vous

Luc DUQUESNEL